

**Union européenne - Brexit -  
Migrations - Entretien de Mme  
Nathalie Loiseau, ministre chargée  
des affaires européennes, avec le  
quotidien "Les Echos"**  
(Paris, 28 septembre 2018)

**Q** - Emmanuel Macron a perdu peu à peu ses alliés en Europe où le populisme a progressé. Est-ce que cela ne l'a pas empêché d'agir ?

**R** - La Sorbonne, c'était il y a tout juste un an. La majorité de ses 49 propositions sont en cours d'adoption et de mise en oeuvre. On a la préfiguration d'un fonds européen de défense qui va pouvoir financer des projets dès 2019 et une initiative européenne d'intervention soutenue par neuf pays. Sur les questions commerciales, nous avons demandé davantage de réciprocité et nous venons de signer avec le Japon un accord qui ouvre ses marchés publics aux entreprises européennes. Nous sommes restés unis malgré la diversité de nos priorités nationales face à l'administration Trump dans son offensive commerciale contre l'acier et l'aluminium. En matière fiscale, nous avançons sur l'harmonisation de l'assiette de l'impôt sur les sociétés, qui était enlisée. Et sur la taxation des géants du numérique, nous progressons. Les Luxembourgeois, grâce à Xavier Bettel, s'y rallient et nous négocions actuellement avec les Irlandais. Ce n'est pas gagné, mais c'est gagnable!

**Q** - D'où vient alors ce sentiment que l'Europe se délite au lieu de progresser ?

**R** - Vous avez ceux qui parlent fort. Les Salvini, les Orban qui veulent faire croire que sans eux, rien n'est possible. La culture européenne va à l'encontre de leur positionnement qui donne un primat à l'égoïsme national. Les visites officielles que le président de la République a faites cet été montrent que des progrès sont possibles dans de très nombreux domaines. Il reste, c'est vrai, un domaine où nos partenaires ne voient pas suffisamment l'urgence, c'est celui de l'approfondissement de la zone euro. Le fait que l'Allemagne soutienne désormais nos propositions sur un budget d'investissement et de stabilisation est un acquis essentiel, mais on a encore le sentiment qu'un certain nombre de nos partenaires vivent dans l'illusion que la période actuelle de croissance est durablement installée. Nous pensons qu'il faut se préparer sans attendre la prochaine crise, cet approfondissement est une priorité.

**Q** - Certains pensent que le président fait une erreur en se présentant comme le leader du camp progressiste contre le camp des nationalistes. Qu'en pensez-vous ?

**R** - Je pense que le seul moyen de ne pas perdre la bataille, c'est de la mener. Et de considérer ce combat comme historique. Cela fait dix ans que les républicains se sont voilé la face sur ce qui se passait en Hongrie. Cela n'a pas empêché les populistes de progresser. Nous verrons bien ce qui va se passer au congrès du PPE en novembre vis-à-vis de Viktor Orbán. On ne

pourra pas dire qu'ils ne savaient pas. Nous avons en France un temps d'avance, si l'on peut parler ainsi. En France, en 2014, c'est le FN qui a gagné les élections européennes. Cela nous a donné l'occasion d'analyser ce qui manquait à notre action en Europe. La France a été très absente du débat européen pendant des années. Aujourd'hui, elle est de retour et a des idées. La conversation européenne se fait sur la base de nos idées, sans imposer mais en cherchant à convaincre. Nous mettons du carburant dans le moteur européen.

Q - Sur le Brexit, pensez-vous qu'on peut sortir du dialogue de sourds actuel ?

R - Le protocole sur la question de la frontière irlandaise qu'a proposé Michel Barnier est une manière aussi peu intrusive que possible de mettre en place les contrôles qui seront nécessaires si l'Irlande du Nord et la République d'Irlande sont alignées sur le plan réglementaire. Cet alignement est le seul moyen de ne pas avoir de frontière dure entre le nord et le sud de l'île d'Irlande, ce qui est notre priorité et celle des Britanniques. Theresa May était d'accord sur le principe de ce "backstop" en décembre. Il faut maintenant le mettre en oeuvre. Le sommet de Salzbourg a conduit à une clarification en précisant ce qui ne peut pas faire l'objet d'une négociation, c'est-à-dire un marché unique à la carte où les produits finis britanniques pourraient entrer en toute liberté sur notre marché sans contrôle et sans totalement respecter la réglementation européenne. Cela avait été dit individuellement aux autorités britanniques en bilatéral et cela a été dit collectivement à Salzbourg par les Vingt-Sept. Ces derniers sont restés totalement unis pour affirmer qu'on ne laissera pas nos entreprises exposées à la concurrence déloyale des produits britanniques qui ne respecteraient pas les mêmes règles. Un bon accord est encore possible et nous le souhaitons.

Q - Est-ce que la France s'est préparée à une sortie sans accord ?

R - Mercredi, je présenterai au Conseil des ministres un projet de loi habilitant le gouvernement à légiférer par ordonnances, ce qui permettra de prendre toutes les mesures nécessaires pour nous préparer à l'hypothèse d'un "No deal". Concrètement, cela concernera la situation des Britanniques vivant sur notre sol, qui est pour le moment prévue par l'accord de retrait. Mais aussi, comment on organise les transports terrestres, ferroviaires, aériens entre nos deux pays, ou encore comment on prend en compte les cotisations retraite chômage d'un Français installé au Royaume-Uni qui revient en France, etc. En Allemagne, il y a 80 projets de loi prévus sur ces sujets.

Q - Les derniers sommets européens n'ont débouché sur aucun résultat. Est-ce que l'esprit de compromis a déserté ces réunions au profit des intérêts nationaux ?

R - Aujourd'hui, il y a une division entre ceux qui cherchent des solutions et ceux qui préfèrent mettre en exergue les problèmes et faire de l'Europe un bouc émissaire. C'est ce que nous vivons depuis plusieurs mois. Face à des enjeux de taille européenne qui nécessitent des solutions européennes, il faut trouver des compromis. C'est le contraire des discours simplistes et radicaux.

Q - La stratégie vis-à-vis des migrants est un bon exemple de ce grand écart...

R - C'est vrai. En juin, nous nous sommes mis d'accord sur un renforcement du contrôle des frontières extérieures grâce à une montée en puissance des missions et des effectifs de Frontex. Aujourd'hui, quelques voix s'insurgent contre l'intégration européenne accrue que cela supposerait. Est-ce que jusqu'ici l'Europe a su contrôler efficacement ses frontières extérieures ? La réponse est non. Il faut être cohérent. Si l'on veut renforcer le contrôle des frontières avec une capacité d'intervention dans un pays en cas d'afflux massif et des moyens accrus pour renvoyer les migrants économiques illégaux, il faut en passer par une action européenne./.